



Comme le prévoit l'article D.4625-26 du code du travail :

« L'employeur peut adhérer à un service de prévention et de santé au travail de proximité pour ses travailleurs éloignés :

- 1° Soit parce que l'affectation de ces travailleurs éloignés en dehors de l'établissement qui les emploie est suffisamment durable ;
- 2° Soit parce que ces travailleurs éloignés ne se rendent pas habituellement au sein de l'établissement qui les emploie ».

La différence avec la procédure d'adhésion classique réside dans le recueil des informations que l'employeur doit communiquer à l'AMSD. L'article D.4625-28 du code du travail précise en effet que :

« Lors de son adhésion, l'employeur communique au service de prévention et de santé au travail de proximité les informations suivantes :

- 1° La liste des travailleurs concernés, dont ceux relevant d'un suivi individuel renforcé ;
- 2° L'adresse du site ou des sites à suivre ;
- 3° La fiche d'entreprise prévue à l'article R.4624-37 ;
- 4° Les coordonnées du service de prévention et de santé au travail principal, des médecins du travail et des professionnels de santé mentionnés au premier alinéa de l'article L.4624-1 compétents ».

De plus, dans un délai d'un mois après son adhésion à l'AMSD, service de prévention et de santé au travail de proximité, l'employeur informe son service de prévention et de santé au travail principal¹ :

- 1° Des coordonnées du service de prévention et de santé au travail de proximité ;
- 2° Du nom et des coordonnées des médecins du travail et des professionnels de santé mentionnés au premier alinéa de l'article L.4624-1 compétents ;
- 3° De la liste des travailleurs suivis par le service de prévention et de santé au travail de proximité, dont ceux relevant d'un suivi individuel renforcé ».